[](https://www.kla.tv/10712)

Le discours qui a déterminé le destin de John F. Kennedy ? (encore d’actualité aujourd’hui !)

**Le 27 avril 1961 à New York devant les plus importants éditeurs de journaux du pays John F. Kennedy a fait un discours hors du commun concernant « une grande menace ». Il a parlé du « grand danger que l’annonce d’un besoin accru de sécurité (…) soit utilisé pour élargir sa portée jusqu’aux limites extrêmes de la dissimulation et de la censure officielle », et cela « à cause d’une conspiration monolithique, c’est-à-dire uniforme ou extrême et implacable, à laquelle on se trouve confronté sur toute la terre ». Il a demandé aux journaux d’alerter le peuple américain et de l’informer sur tout et sans restrictions.**

Le 27 avril 1961 à New York devant les plus importants éditeurs de journaux du pays John F. Kennedy a fait un discours hors du commun concernant « une grande menace ». Il a parlé du « grand danger que l’annonce d’un besoin accru de sécurité (…) soit utilisé pour élargir sa portée jusqu’aux limites extrêmes de la dissimulation et de la censure officielle », et cela « à cause d’une conspiration monolithique, c’est-à-dire uniforme ou extrême et implacable, à laquelle on se trouve confronté sur toute la terre ». Il a demandé aux journaux d’alerter le peuple américain et de l’informer sur tout et sans restrictions.  
Vous n’avez probablement jamais entendu parler de ce discours et encore moins lu à son sujet dans la presse du mainstream. Le contenu de ce discours était tellement explosif qu’il a très probablement déterminé le destin mortel que Kennedy a subi le 22 novembre 1963 à Dallas. Ecoutez maintenant en traduction française des extraits du discours de Kennedy, qui peut avoir déterminé son destin et n’a rien perdu en importance ni en actualité.  
  
« Le simple mot de secret est inacceptable dans une société libre et ouverte ; et en tant que peuple nous sommes intrinsèquement et historiquement opposés aux sociétés secrètes, aux serments secrets, aux réunions secrètes. Nous avons décidé il y a longtemps que les dangers de la dissimulation excessive et injustifiée de faits pertinents dépassent de loin les dangers que l’on cite pour les justifier. (…)  
Même aujourd’hui, il est peu justifié d’assurer la survie de notre nation si nos traditions ne survivent pas avec elle. Et il y a un danger très grave qu’un besoin annoncé de sécurité accrue soit l’opportunité que saisiront ceux qui cherchent à étendre sa portée aux limites extrêmes de la dissimulation et de la censure officielle.   
Voilà ce que je n’ai pas l’intention de laisser faire dans la limite de mes pouvoirs. Et aucun membre de mon gouvernement, qu’il soit de rang élevé ou bas, qu’il soit civil ou militaire, ne devrait interpréter mes paroles ici ce soir comme une justification pour censurer la presse, étouffer la dissidence, cacher nos erreurs ou taire au public et à la presse les faits qu’ils méritent de connaître. Mais je demande à tout rédacteur, à tout éditeur, à tout journaliste dans ce pays de réexaminer ses propres principes moraux et de reconnaître la nature du péril qui menace notre pays. (…)  
Cela requiert un changement de perspective, un changement de tactique, un changement de missions, de la part du gouvernement, du peuple, de tout homme d’affaire ou chef d’entreprise et de tout journal.   
  
Car nous sommes confrontés dans le monde à une conspiration monolithique et implacable qui repose essentiellement sur des moyens secrets pour étendre sa sphère d’influence : sur l’infiltration plutôt que sur l’invasion, sur la subversion plutôt que sur des élections, sur l’intimidation plutôt que sur le libre choix, sur des guérillas de nuit plutôt que sur des armées en plein jour.  
C’est un système qui a mobilisé de vastes ressources humaines et matérielles dans la construction d’une machinerie très efficace et au maillage très serré qui combine opérations militaires, diplomatiques, économiques, scientifiques, politiques, et des services secrets.  
Leurs plans sont dissimulés, non publiés. Leurs erreurs sont cachées, non affichées. Leurs dissidents sont réduits au silence, pas complimentés. Aucune dépense n’est remise en question, aucune rumeur n’est imprimée, aucun secret n’est révélé. En un mot ils conduisent la Guerre froide avec une discipline de guerre à laquelle aucune démocratie ne pourrait jamais espérer ou désirer correspondre. (…)  
Je ne demande pas à vos journaux de soutenir le gouvernement mais je vous demande votre aide dans la tâche énorme d’informer et d’alerter le peuple américain. Car j’ai toute confiance en la réponse et le dévouement de nos citoyens dès lors qu’ils sont pleinement informés. Non seulement je ne pourrais pas réprimer la controverse parmi vos lecteurs, mais je dis qu’elle est la bienvenue. Mon gouvernement a l’intention d’être franc concernant ses erreurs car comme un homme sage a dit un jour : « Une erreur ne devient une faute que lorsqu’on refuse de la corriger. »   
Nous avons l’intention de prendre la pleine responsabilité de nos erreurs. Et nous attendons de vous que vous les pointiez du doigt quand elles nous échapperont. Sans débat, sans critique, aucun gouvernement et aucun pays ne peuvent réussir, et aucune république ne peut survivre. C’est pourquoi le législateur athénien Solon décréta que c’était un crime qu’un citoyen se dérobe à la controverse. Et c’est pourquoi notre presse est protégée par le Premier Amendement (c’est le seul business en Amérique spécifiquement protégé par la Constitution), pas en premier lieu pour amuser ou divertir, pas pour exacerber ce qui est futile et sentimental, pas pour simplement « donner au public ce qu’il veut », mais pour informer, réveiller, réfléchir, faire état des dangers et des opportunités, montrer nos crises et nos choix pour mener, façonner, éduquer l’opinion publique et parfois même provoquer sa colère. Cela signifie une plus vaste couverture et analyse des nouvelles internationales (car aujourd’hui l’information n’est plus lointaine et étrangère mais à portée de main et locale). Cela signifie une attention accrue à une compréhension améliorée des actualités autant qu’une meilleure transmission. Et cela signifie, enfin, que le gouvernement à tous les niveaux, doit remplir son obligation de vous fournir l’information la plus complète possible en limitant le plus possible les restrictions dues à la sécurité nationale. (…)  
  
C’est donc de la machine à imprimer (la mémoire des actions des hommes, la gardienne de leurs consciences, la messagère de leurs nouvelles) que nous attendons la force et l’assistance, qu’elle nous donne confiance qu’avec votre aide l’homme sera ce pour quoi il est né : libre et indépendant. »

**de bub.**

**Sources:**

<http://www.expresszeitung.com>  
  
<https://www.jfklibrary.org/Research/Research-Aids/JFK-Speeches/American-Newspaper-Publishers-Association_19610427.aspx>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

---

[](https://www.kla.tv/fr)**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!  
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

*Licence: C:\Users\W\Downloads\ccby_transparent.png Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.  
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.